

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION : 25 GH93 21 TVX

OBJET : Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.
Lot E – Economie de la construction

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique
Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

ANNEXE Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de
Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 17 pages

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	3
Section 1.01	Objet de l'accord cadre.....	3
Section 1.02	Décomposition en tranches et lots.....	3
Section 1.03	Date d'effet et durée de l'accord cadre	4
Section 1.04	Accord-cadre à bons de commande	4
Section 1.05	Pièces contractuelles de l'accord-cadre	4
ARTICLE II.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
Section 2.01	Commandes.....	5
Section 2.02	Suivi de l'émission du bon de commande.....	6
Section 2.03	Durée d'exécution	6
Section 2.04	Arrêt et suspension d'exécution	6
ARTICLE III.	CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS	7
ARTICLE IV.	DEFINITION ET OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	7
Section 4.01	Titulaire.....	7
Section 4.02	Représentation du cocontractant pendant l'exécution du marché.....	8
Section 4.03	Sous-traitance	8
ARTICLE V.	OPERATION DE VERIFICATION.....	9
ARTICLE VI.	DELAIS D'EXECUTION	9
ARTICLE VII.	PENALITES.....	10
	Pénalités pour retard	10
	Autres pénalités	10
ARTICLE VIII.	REGLEMENTS DES COMPTES.....	10
ARTICLE IX.	PRIX	12
Section 9.01	Prix de règlement.....	12
Section 9.02	Modalités de variations des prix.....	13
ARTICLE X.	FACTURATION	13
ARTICLE XI.	DELAI DE REGLEMENT	14
ARTICLE XII.	OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	14
ARTICLE XIII.	PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DE RESULTATS	14
ARTICLE XIV.	OBLIGATION DE DISCRETION – CONFIDENTIALITE.....	15
ARTICLE XV.	CAUTIONNEMENT	15
ARTICLE XVI.	RESILIATION DE MARCHE	15
ARTICLE XVII.	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	16
ARTICLE XVIII.	DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	16
	Acceptation du CCP	17

Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent : a pour objet de rappeler les principes et modalités de réalisation des missions de technicien de l'économie de la construction en assistance à maîtrise d'œuvre interne dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux réalisés sur le site immobilier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis comprenant.

Lieux d'exécution :

- Hôpital Avicenne : 125, rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY
- Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet BONDY 93143 BONDY
- Hôpital René Muret : Rue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Lot	Désignation	Seuil minimum H.T	Seuil maximum H.T
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)	Sans objet	250.000 € HT
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)	Sans objet	150 000€ HT
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	Sans objet	225 000€ HT
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)	Sans objet	300 000,00€HT
E	Mission d'économiste de la construction	Sans objet	300 000,00€HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

L'accord cadre est divisé en cinq (05) lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)
E	Mission d'économiste de la construction

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	3 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

Chacun des lots fera l'objet d'un accord cadre séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et le cadre de prix qui y est annexé ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Les bons de commande et la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire correspondant à chaque bon de commande ;
- Le programme et/ou tout document annexé au bon de commande ;
- Le mémoire technique ou la note méthodologique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation. L'entrepreneur est tenu de joindre à son offre ce document qui aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'ouvrage ;

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. PI - option B), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- L'ensemble des textes administratifs (législatifs et réglementaires) auxquels la prestation est soumise par sa nature, en l'occurrence et entre autres :
 - le règlement de Sécurité Incendie dans les E.R.P. approuvé par arrêté du 25 juin 1980 modifié ;
 - les dispositions particulières Livre II Titre II pour les établissements de la 1^{er} à la 4^{ème} catégorie et plus particulièrement l'arrêté du 10 décembre 2004, portant approbation des dispositions particulières des établissements de type U ;
 - les Normes relatives aux S.S.I., entre autres, NFS 61-930 à NFS 61-940;
 - les principaux articles du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la sécurité incendie dans la construction ;
 - les dispositions du code du travail concernant les risques dans le milieu professionnel...

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux. Lot E – Economie de la construction	4 / 17
CCP	Mars 2025	

Pour exercer sa mission, le prestataire pourra, à sa demande, disposer des documents suivants au fur et à mesure de leur production :

- Le cas échéant, le permis de construire dans sa dernière version dès lors qu'il est délivré, ou l'autorisation de travaux exempts de permis de construire ;
- Le cas échéant, le dossier d'identité du bâtiment concerné ;
- Le ou les marchés des entrepreneurs, à défaut des marchés conclus et dans leur attente, les documents provisoires, selon leur dernière mise à jour ;
- Les différents documents écrits et dessinés constituant les dossiers aux différents stades de la mission de maîtrise d'œuvre.

Il appartient néanmoins au coordonnateur SSI de formuler ses avis et de réaliser sa prestation sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction de chacun des ouvrages dont il assurera la coordination.

i Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins des services. A chaque mission correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- Un numéro de bon de commande à rappeler sur la facture,
- La référence du marché,
- Les éléments de mission commandés (et le numéro qui leur correspond), en nature et en quantité,
- Les caractéristiques de l'opération,
- Les prix (HT, TTC et TVA),
- Le cas échéant, le coefficient de majoration (intervention en cours d'opération) ou d'abattement (reprise d'études),
- La date de livraison et/ou planning d'exécution avec la date de commencement d'exécution souhaitée,
- Les délais contractuels de la mission considérée.

Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	5 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 2.02 Suivi de l'émission du bon de commande

A réception, le titulaire du marché est tenu d'adresser dans les 15 jours au responsable du département administration travaux, le bon de commande dûment visé, une proposition commerciale contenant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), la décomposition de la mission par phase en nombre d'heures et un échéancier du paiement par phase, établis en rapport avec le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement ainsi que les références et niveau de compétences de la (ou les) personne(s) physique(s) chargée(s) de la mission.

Section 2.03 Durée d'exécution

a. Phase conception

Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

b. Phase réalisation

Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Section 2.04 Arrêt et suspension d'exécution

a. Arrêt d'exécution

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G. P.I., l'arrêt d'exécution des prestations intervient dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage peut décider, pour quelque motif que ce soit, d'arrêter l'exécution des prestations prescrites par bons de commande à l'issue de chaque élément de mission lorsque la mission est décomposée en éléments de mission.

Dans le cadre de la mission conception, si le maître d'œuvre de l'opération, suite à modification de programme, est conduit par avenant à son marché à remettre au maître d'ouvrage un nouveau document d'études relatif à un des éléments de sa mission et si le maître d'ouvrage demande au titulaire une prestation sur ce nouveau document d'études, l'exécution du bon de commande initial est maintenu et l'analyse de ce nouveau document d'études ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

De même, si le maître d'ouvrage suspend l'approbation d'un document d'étude établi par le maître d'œuvre à la fourniture d'un complément d'études, ou une reprise partielle d'étude, par ce dernier, il pourra être demandé au titulaire une prestation sur ce complément sans rémunération supplémentaire.

b. Suspension d'exécution

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'opération, et dans cette hypothèse, le bon de commande serait alors réputé suspendu et non arrêté et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de la suspension, et pour autant que ce délai reste dans la durée de l'accord cadre, l'exécution du présent accord cadre serait alors reprise.

Si, à l'expiration du délai de deux ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le bon de commande se trouvera alors arrêté de plein droit.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	6 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au titulaire de l'accord cadre faisant l'objet du présent C.C.P. seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie visé ci-après à l'article 1.5.3.

Article III. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS

Pourront être commandés au titulaire du marché les éléments de mission suivants :

MISSION M1 - ASSISTANCE POUR L'ELABORATION D'UN PROJET

Cet élément de mission consiste, en l'établissement, sur la base d'un avant projet de travaux ou de maintenance.

- Coût prévisionnel du projet sur la base d'un avant métré

MISSION M2 - ASSISTANCE POUR L'ELABORATION D'UN PROJET

Cet élément de mission consiste, en vue de constituer le dossier de consultation des entreprises, en l'établissement, sur la base du dossier technique fourni par le maître d'œuvre, de :

- Coût prévisionnel du projet sur la base d'un avant métré
- Devis estimatif détaillé par corps d'état & D-P-G-F trame pour entreprise
- Elaboration du CCTP et transmission des documents
- Approbation du CCTP
- Elaboration d'un scénario d'analyse et fin de mission

MISSION M3 - ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS

Cet élément de mission comprend, dans le cadre de la consultation pour l'attribution des contrats de travaux :

- Préparation de la sélection des entreprises et examiner les candidatures et offres reçues
- Assistance au maître d'ouvrage dans la négociation
- Analyse des offres de(s) entreprise(s) - base - variante(s) et option(s)
- Attribution - Notification et fin de mission

MISSION 4 – ASSISTANCE POUR LE SUIVI FINANCIER DU CHANTIER

Cet élément de mission comprend :

- Travaux réalisés - Acomptes / Avances / Devis supplémentaires
- Fin de travaux & réception
- DGD
- Fin de mission - Révision et bilan financier

Article IV. Définition et obligations générales du titulaire

Section 4.01 Titulaire

Le présent marché est conclu avec le titulaire désigné dans l'acte d'engagement.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux. Lot E – Economie de la construction	7 / 17
CCP	Mars 2025	

Conformément à l'article 2.22 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- À la forme de l'entreprise,
- À la raison sociale de l'entreprise,
- À son adresse ou à son siège social,
- À son capital social,

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Section 4.02 Représentation du cocontractant pendant l'exécution du marché

Sans objet

Section 4.03 Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'agrément par elle des conditions de règlement de chaque contrat de sous-traitance, lorsque les prestations sous-traitées représentant pour chaque sous-traitant une somme supérieures à 600€ TTC.

Le titulaire est donc tenu de présenter son (ou ses) sous-traitant(s) ainsi que ses (ou leurs) conditions de paiement à l'acceptation et à l'agrément de la personne publique.

Si le titulaire ne présente pas à la personne publique, un sous-traitant fondé à bénéficier du droit au paiement direct, il s'expose à la résiliation de son marché à ses frais et risques, conformément à l'article 37-1 du CCAG-PI.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement peut intervenir à l'occasion de la notification par la personne publique du marché, si les sous-traitants ainsi que leurs conditions de paiement ont été présentés en annexe à l'acte d'engagement.

Cette acceptation et cet agrément peuvent également intervenir en cours d'exécution du marché selon les modalités définies à l'article 3.2 du CCAG-PI.

Ainsi, en vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration spéciale mentionnant :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des prestations sous-traitées, à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; doivent être précisés notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

En complément de l'article 3.2 du CCAG-PI, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindra, en sus des renseignements énumérés à l'alinéa précédent, ainsi que

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	8 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

du projet d'acte spécial, les certificats, déclarations et attestations du sous-traitant relatifs aux mentions énumérées aux articles 45 et 46 du Code des Marchés Publics.

Par ailleurs, le titulaire devra joindre les documents propres à justifier des capacités techniques, financières et professionnelles de son sous-traitant.

Si postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché, il doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire doit justifier, soit que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En tout état de cause, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement et intégralement responsable de l'exécution des prestations du marché.

Article V. Opération de vérification

Les prestations exécutées sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

A l'issue de ces vérifications, les HUPSSD prend une décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations, dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG-PI.

Article VI. Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI, chaque bon de commande mentionne les délais d'exécution prévue pour les prestations commandées.

Ces délais peuvent prolongés dans les conditions décrites aux articles 15.1 et 15.2 du CCAG - PI.

Le titulaire du marché devra s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération.

A cet effet, il lui appartient de demander au maître d'ouvrage de relancer les intervenants de l'opération pour obtenir les informations qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de l'opération.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans le tableau ci-après.

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à un intervenant dans l'opération.

TACHES		DELAIS
25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	9 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

Elaboration des éléments du dossier de consultation et coût prévisionnel	25 jours à compter de la réception du dossier technique
Analyse des offres	15 jours à compter de la réception des offres
Vérification des décomptes provisoires	8 jours à compter de la réception des offres
Vérification des décomptes provisoires	8 jours à compter de la réception du projet de décomptes, la pénalité étant toutefois au minimum égale au montant des intérêts moratoires éventuellement dus à l'entrepreneur
Vérification des DGD	15 jours à compter de la réception du projet de DGD
Instruction des devis de travaux supplémentaires	7 jours à compter de la réception du devis
Instruction des mémoires de réclamations	1 mois à compter de la réception du mémoire communiqué par le maître d'ouvrage et maître d'œuvre

Article VII. Pénalités

Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG-PI, tout dépassement des délais contractuels conduira à l'application, dès le premier jour de retard, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière (jour calendaire) d'un montant de 200 € HT.

Autres pénalités

Toute absence non justifiée à une réunion auquel le titulaire doit assister sera sanctionnée par une pénalité forfaitaire de 150 € HT.

Au cas où plusieurs pénalités seraient applicables, elles sont cumulables.

Article VIII. Règlements des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes dans les conditions suivantes :

M1	Coût prévisionnel du projet sur la base d'un avant métré	1 ^{er} acompte 2 ^{ème} acompte 3 ^{ème} acompte	30 % 50 % 20 %
M2	Coût prévisionnel du projet sur la base d'un avant métré Devis estimatif détaillé par corps d'état & D-P-G-F trame pour entreprise Elaboration du CCTP et transmission des documents Approbation du CCTP Elaboration d'un scénario d'analyse et fin de mission	1 ^{er} acompte 2 ^{ème} acompte 3 ^{ème} acompte 4 ^{ème} acompte	10 % 40 % 40 % 10 %
M3	Préparation de la sélection des entreprises et examiner les candidatures et offres reçues Assistance au maître d'ouvrage dans la négociation	1 ^{er} acompte 2 ^{ème} acompte	40 % 40 %

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux. Lot E – Economie de la construction	10 / 17
CCP	Mars 2025	

	Analyse des offres de(s) entreprise(s) - base - variante(s) et option(s) Attribution - Notification et fin de mission	3 ^{ème} acompte	20 %
M4	Travaux réalisés - Acomptes / Avances / Devis supplémentaires Fin de travaux & réception DGD Fin de mission - Révision et bilan financier	1 ^{er} acompte 2 ^{ème} acompte 3 ^{ème} acompte 4 ^{ème} acompte	40 % 40 % 10 % 10 %
M2 + M3	Coût prévisionnel du projet sur la base d'un avant métré Devis estimatif détaillé par corps d'état & D-P-G-F trame pour entreprise Elaboration du CCTP et transmission des documents	1 ^{er} acompte	30 %
	Approbation du CCTP Elaboration d'un scénario d'analyse et fin de mission	2 ^{ème} acompte	20 %
	Préparation de la sélection des entreprises et examiner les candidatures et offres reçues Assistance au maître d'ouvrage dans la négociation Analyse des offres de(s) entreprise(s) - base - variante(s) et option(s)	3 ^{ème} acompte	30 %
	Attribution - Notification et fin de mission	4 ^{ème} acompte	20 %
M2 + M4	Coût prévisionnel du projet sur la base d'un avant métré Devis estimatif détaillé par corps d'état & D-P-G-F trame pour entreprise Elaboration du CCTP et transmission des documents	1 ^{er} acompte	20 %
	Approbation du CCTP Elaboration d'un scénario d'analyse et fin de mission	2 ^{ème} acompte	10 %
	Travaux réalisés - Acomptes / Avances / Devis supplémentaires	3 ^{ème} acompte	40 %
	Fin de travaux & réception	4 ^{ème} acompte	20 %
	DGD	5 ^{ème} acompte	5 %
	Fin de mission - Révision et bilan financier	6 ^{ème} acompte	5 %
M3 + M4	Préparation de la sélection des entreprises et examiner les candidatures et offres reçues Assistance au maître d'ouvrage dans la négociation Analyse des offres de(s) entreprise(s) - base - variante(s) et option(s)	1 ^e acompte	30 %
	Attribution - Notification et fin de mission	2 ^{ème} acompte	20 %
	Travaux réalisés - Acomptes / Avances / Devis supplémentaires	3 ^{ème} acompte	40 %
	Fin de travaux & réception	4 ^{ème} acompte	20 %
	DGD	5 ^{ème} acompte	5 %
	Fin de mission - Révision et bilan financier	6 ^{ème} acompte	5 %
M2 + M3 + M4	Coût prévisionnel du projet sur la base d'un avant métré Devis estimatif détaillé par corps d'état & D-P-G-F trame pour entreprise Elaboration du CCTP et transmission des documents	1 ^{er} acompte	20 %
	Approbation du CCTP Elaboration d'un scénario d'analyse et fin de mission	2 ^{ème} acompte	10 %
	Préparation de la sélection des entreprises et examiner les candidatures et offres reçues Assistance au maître d'ouvrage dans la négociation Analyse des offres de(s) entreprise(s) - base - variante(s) et option(s)	3 ^{ème} acompte	20 %
	Attribution - Notification et fin de mission	4 ^{ème} acompte	10 %

Travaux réalisés - Acomptes / Avances / Devis supplémentaires	5 ^{ème} acompte	20 %
Fin de travaux & réception	6 ^{ème} acompte	15 %
DGD	6 ^{ème} acompte	10 %
Fin de mission - Révision et bilan financier	4 ^{ème} acompte	5 %

Après achèvement de la mission, le titulaire un projet de décompte final des sommes auxquelles il peut prétendre.

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- La rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
- Les pénalités
- La rémunération due au titre du bon de commande, cette rémunération est égale au poste (a) diminuée du poste (b)

Le maître d'ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus
- La récapitulation du montant des acomptes
- L'incidence de la TVA
- L'incidence de la révision des prix
- Le montant du solde à verser au titulaire

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire du marché.

Une avance forfaitaire est accordée au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 € HT

Article IX. Prix

Section 9.01 Prix de règlement

Les prestations du présent marché sont rémunérées par application des prix indiqués au bordereau de prix unitaires (BPU). Les prix de règlement s'entendent pour des prestations exécutées suivant les règles de l'art et en conformité avec les indications et stipulations du marché et aux divers documents qu'il vise.

Ces prix sont établis hors TVA et en TTC.

Les prix des missions comprennent la participation du titulaire aux réunions, entretiens et visites nécessaires à l'exécution de la mission ainsi que la remise des livrables correspondants, tels que décrits dans le CCTP du marché.

Ces prix sont réputés complets : ils comprennent notamment toutes les fournitures, les frais de main d'œuvre d'études, les charges salariales, fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, les frais de reproduction, les frais de déplacement nécessaires aux recherches et aux études...

De plus, toute charge nouvelle et accessoire de salaire résultant d'un texte législatif ou réglementaire (loi, décret, arrêté, décision...) et dont la création interviendrait postérieurement à la date à laquelle sont

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	12 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

arrêtés les prix convenus est réputée comprise dans ces prix et ne pourra en aucun cas servir de fondement à une réclamation du titulaire.

Section 9.02 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et pourra faire l'objet d'une révision de prix à chaque situation à partir de la 2ème année.

La révision de la rémunération fixée au bon de commande s'effectuera conformément à la réglementation en vigueur, par l'application de la formule ci-après :

$$R = R0 [0,125 + 0,875 (Im / I0)]$$

dans laquelle :

R = fraction de la rémunération à régler

R0 = fraction correspondante de la rémunération initiale figurant à la D.P.G.F. qui suit l'émission du bon de commande

Im et I0 = index ingénierie publiés au B.O.C.C.R.F.

Le dénominateur I0 est l'index de référence ingénierie correspondant au mois « M0 » figurant à l'article 2.3 de l'acte d'engagement

Le numérateur Im est l'index du mois d'exécution de la prestation, objet du décompte.

A chaque acompte, l'indice des précédents acomptes devra être repris pour mise à jour. L'arrondi du coefficient devra être arrondi supérieur à 3 chiffres après la virgule

Exemple

Exemple

REVISION - SITUATION .XX.										
	REVISION	FORMULE :	0,125	0,875						
	MOIS MO		INDEX	112,5	ING					
PHASE	MOIS D'EXECUTION	MONTANT HT	%	MTT HT DU FAIT GENERATEUR DE FACTURAT.	CALCUL COEFF DE REVISION			DEFINITIF= D / PROVISoire=P	REVISIONS	FACTURATION DE RENUMERATION REVISE HT
					IN	CR	ARRONDI			
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								PROVISoire=P		
								PROVISoire=P		
								PROVISoire=P		
								PROVISoire=P		

Article X. Facturation

Après les opérations de vérification et la décision de réception des prestations (avec ou sans réfaction), le titulaire adresse la facture correspondant à chaque bon de commande, via mail et par dépôt sur CHORUS.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	13 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

Les factures précisent, outre les mentions légales :

- Les nom et adresse du créancier,
- Les coordonnées du compte du créancier telles que précisées à l'acte d'engagement,
- Les références du marché,
- Les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le montant initial du marché,
- Le rappel intégral du libellé de la prestation concernée,
- Le numéro du bon de commande considéré,
- Le taux et le montant des taxes,
- Le cas échéant, le calcul du montant de la révision (applicable à l'ensemble du bon de commande, et non prix unitaires par prix unitaire)

Article XI. Délai de règlement

En application des dispositions de l'article 98 du Code des Marchés Publics, le règlement des prestations sera effectué dans un délai maximal de 50 jours à partir de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Au delà de ce délai, des intérêts moratoires seront appliqués au taux d'intérêt légal augmenté de deux points.

Article XII. Obligations du prestataire

Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit avoir souscrit à toutes assurances civiles et professionnelles utiles dans le cadre de sa mission.

Dans les 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire du marché sera tenu d'adresser à la cellule des marchés des HUPSSD les certificats, attestant des assurances souscrites, dont le titulaire devra s'assurer de la validité tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire devra exiger les mêmes attestations d'assurances de la part de ses sous-traitants éventuels.

Article XIII. Propriété intellectuelle – utilisation de résultats

Les dispositions de l'option A du chapitre IV du CCAG-PI sont applicable au présent marché.

Notamment, conformément à l'article A-20 du CCAG-PI, la personne publique peut utiliser librement les résultats, même partiels de l'étude.

Tous les documents élaborés pour l'exécution de la présente étude sont la propriété exclusive de la personne publique, de même que les documents fournis au titulaire par la personne publique pour la réalisation de ses prestations.

Le titulaire ne pourra utiliser tout ou partie des résultats de l'étude, objet du marché, qu'avec l'accord express et préalable de la personne publique.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux. Lot E – Economie de la construction	14 / 17
CCP	Mars 2025	

Article XIV. Obligation de discrétion – confidentialité

Les documents éventuellement remis par la personne publique au titulaire devront lui être restitué à la fin de la réalisation des missions concernées.

Plus généralement, le titulaire est tenu à une obligation de discrétion.

Ainsi, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, reçoit, à titre confidentiel, des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la personne publique, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion du présent marché.

Le titulaire doit sans délai avertir de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus, par son personnel notamment.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de sortie de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice de réclamer des dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi. Si, à l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire a reçu communication titre secret ou confidentiel de renseignements ou de documents, il est tenu d'en conserver le secret ou la confidentialité.

Ces renseignements et documents ne pourront être communiqués sans autorisations de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

L'accès aux informations et documents mis à disposition du titulaire pour l'exécution de la prestation ne confère à celui-ci aucun droit d'utilisation pour son propre compte ou le compte de tiers.

Le non respect de cette clause engagerait la responsabilité pénale du titulaire.

Article XV. Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

Article XVI. Résiliation de marché

Les dispositions du chapitre VI du CCAG-PI sont applicables.

En outre, la résiliation aux torts du titulaire pourra intervenir lorsque les renseignements fournis au titulaire des dispositions des articles 45 et 46 se révèlent inexacts, en application de l'article 47 du Code des Marchés Publics.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux. Lot E – Economie de la construction	15 / 17
CCP	Mars 2025	

Article XVII. Litiges et contentieux

Tout litige relatif à l'exécution du présent marché relève de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

Article XVIII. Dérogations au CCAG-PI

Article du CCAG-PI	Article du CCAP y dérogeant
13.1 délai d'exécution	8
16.1 pénalités pour retard	9
4.1 pièces constitutives – ordre de priorité	3

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux.	16 / 17
CCP	Lot E – Economie de la construction Mars 2025	

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 125, rue de
Stalingrad | 93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCP

CONSULTATION : 25 GH93 21 TVX

OBJET : Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour
les opérations de travaux.
Lot E – Economie de la construction

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de
l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique
Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à
R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-
cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A Le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux. Lot E – Economie de la construction	17 / 17
CCP	Mars 2025	